

VILLE DE GRASSE

PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

**AVENANT N° 1 A LA CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE ENTRE
LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

Entre :

La Ville de Grasse, représentée par Madame Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date 5 décembre 2023,

Désignée ci-après par « la Ville »

Et :

Pays de Grasse Développement, Société Publique Locale au capital de 291 177,59 €, dont le siège social est fixé 4 rue de la Délivrance – 06130 GRASSE, inscrite au registre du commerce de Grasse sous le numéro B 306 170 432, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'Administration en date du

Désignée ci-après par « la Société »

PREAMBULE

Par une convention d'aménagement en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, la Ville de Grasse a confié à la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement une opération d'aménagement urbain sur le centre historique de Grasse, dont l'opération d'aménagement du quartier Martelly fait partie.

Cette convention prévoit dans son article 17 les modalités de financement des opérations et notamment de pouvoir solliciter de la part de la Ville de Grasse, lors de besoins de trésorerie temporaires, des avances de trésorerie dans les conditions de l'article L 1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente convention a donc pour objet de préciser les conditions de versement et de remboursement de l'avance de la Ville de Grasse cocontractante à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement du Centre Historique de Grasse.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION

Article 1 : Objet de la présente convention

Inchangé

Article 2 : Montant et modalités de versement de l'avance de trésorerie

Le besoin maximum de trésorerie de 3 000 000 euros constitue le montant cumulé plafonné de l'avance de trésorerie de la Ville qui pourra être versée.

Cette avance pouvant être sollicitée en plusieurs versements sur la base d'une demande formalisée par la Société et en fonction des besoins, pour un montant qui ne pourra être inférieur à 150 000 €.

La totalité du ou des versements effectués à compter du 1^{er} janvier 2024 devront être remboursés par la Société à la Ville au plus tard le 31 décembre 2025.

Des remboursements partiels pourront intervenir durant cette période en lien avec les versements.

Le versement de l'avance devra intervenir dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après la demande adressée par la société à la Ville.

Article 3 : Durée / remboursement

La durée de validité de l'avance de trésorerie consentie à l'opération d'aménagement du Centre Historique est comprise entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2025.

Le ou les avances versées ne pourront intervenir avant le 1^{er} janvier 2024, le ou les remboursements pourront être partiels, mais la totalité des avances devra être impérativement remboursée pour le 31 décembre 2025.

Cette avance est donc pluriannuelle et budgétaire, tous les mouvements enregistrés sur le chapitre 27 en dépense et en recette.

Article 4 : Conditions financières

Inchangé

Article 5 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès le 1^{er} janvier 2024 et prendra fin le 31 décembre 2025.

.

Article 6 : Contrôle de la légalité

La présente convention sera transmise aux représentants de l'Etat.

Fait à Grasse, en quatre exemplaires, le

Pour la Ville de Grasse
Le Maire,

Pour Pays de Grasse Développement,
Le Président,

Monsieur Jérôme VIAUD

Monsieur Jérôme VIAUD